



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 21 JUIN 2021

**autorisant l'EARL LUX Frédéric à exploiter un élevage « IED »
de 68 800 emplacements de poules pondeuses
sur la commune de SCHNERSHEIM**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V ;
- VU** la directive 2010/75/EU relative aux émissions industrielles (Directive IED) ;
- VU** le règlement UE 1069/2009 du parlement et du conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/ 2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;
- VU** le tableau constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) annexé à l'article L. 511-2 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration des émissions polluantes et des déchets ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole modifié ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 09 août 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Grand-Est ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 22 août 2019 établissant le référentiel de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée à l'échelle de la région Grand Est ;
- VU** le récépissé de déclaration du 10 juillet 2015 au titre des installations classées, adressé à la SCEA du Lys, pour la construction d'un poulailler de 22 900 poules pondeuses sur le territoire de la commune de Schnersheim ;
- VU** le dossier de demande d'autorisation environnementale AEU 67-2019-62 de l'EARL Lux du 1^{er} juillet 2019 complété le 05 août 2020 ;

- VU** l'avis de la direction départementale des territoires du Bas-Rhin du 06 août 2019 sur le dossier AEU 67-2019-62 de l'EARL Lux ;
- VU** les avis de l'agence régionale de santé du 16 juillet 2019 et du 20 août 2019 sur le dossier AEU 67-2019-62 de l'EARL Lux ;
- VU** l'avis du service "départemental incendie et secours du Bas-Rhin du 26 août 2019 sur le dossier AEU 67-2019-62 de l'EARL Lux ;
- VU** l'avis de l'autorité environnementale du 12 octobre 2020 et le mémoire en réponse de l'exploitant du 19 octobre 2020 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées N°2020 – 07 043 du 20 octobre 2020 proposant l'organisation d'une enquête publique ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2020 modifié portant ouverture d'une enquête publique tenue du 1^{er} janvier au 26 février 2021 inclus ;
- VU** les avis des communes de Berstett, Durningen, Kienheim, Schnersheim – Avenheim – Kleinfrankenheim et les villages associés, Dossenheim – Kochersberg, Fessenheim-le-Bas, Furdenheim, Hurtigheim, Kuttolsheim, Neugartheim – Ittlenheim, Quatzenheim, Stutzheim – Offenheim, Truchtersheim et Wiwersheim ;
- VU** l'avis favorable du commissaire enquêteur du 24 mars 2021 ;
- VU** le rapport N°2021-3166 du de l'inspection des installations classées de la direction départementale de la protection des populations du Bas-Rhin du 12 mai 2021 ;
- VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) du Bas-Rhin du 3 juin 2021 ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L. 511-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers et les inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que l'installation a mis en place les meilleures techniques disponibles pour réduire les émissions d'azote et de phosphore rejetées par les animaux ;

CONSIDÉRANT que le dossier est en adéquation avec les enjeux identifiés et qu'il démontre une bonne prise en compte de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet offre toutes les garanties pour un fonctionnement conforme à la législation et sans risque majeur pour l'environnement ;

APRÈS communication du projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin.

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1-1 : BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1-1-1 : EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

L'EARL LUX FRÉDÉRIC, dont le siège social est situé au 5 rue de Fessenheim sur le territoire de la commune de Schnersheim-Avenheim-Kleinfankenheim (67 370), est autorisée à exploiter les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1-1-2 : INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou les inconvénients de cette installation, conformément à l'article L. 181-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 1-2 : NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1-2-1 : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSES

L'installation est visée par la rubrique de la nomenclature ICPE suivante :

Rubrique Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Volume	Arrêté ministériel applicable
3660-a	Autorisation	Activité d'élevage intensif de volailles de plus de 40 000 emplacements	68 800 places emplacements	27 décembre 2013 modifié

Volume : capacité maximale autorisée en référence à la nomenclature des installations classées.

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3660 relative à l'élevage intensif et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF « Élevage intensif de volailles ».

ARTICLE 1-2-2 : SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

L'élevage de poules pondeuses est effectué dans 2 bâtiments distincts avec parcours associés :

Bâtiments	Surface	Capacité	Mode d'élevage	Parcelles cadastrales
Bâtiment 1 et annexes	1 601,6 m ² (1 377 m ² utiles)	22 800	Volières	N°470-471 Section 32
Bâtiment 2 et annexes	2 881 m ² (2 574 m ² utiles)	46 000	Volières	N°69, 74, 182,184 Section 32
Parcours bâtiment 1	9.12 ha	22 800	4 m ² / poule pondeuse	N°470 et 471- Section 32

Parcours bâtiment 2	18,7 ha	46 000	4 m ² / poule pondeuse plein air	N°68,69,71,72,73,74,79,182,184- Section 32 N°271,272,273,276,274,275, 276 Section 4
---------------------	---------	--------	---	--

Le site comprend les annexes suivantes :

Installations	Caractéristiques
Hangar F1	300 m ² d'emprise au sol pour le stockage des fientes sur dalle bétonnée.
Hangar F2	300 m ² d'emprise au sol pour le stockage des fientes sur dalle bétonnée.
Tunnel de séchage fientes	Longueur : 18 m. Largeur : 3 m.
Cuves de récupération	- Cuve de récupération eaux de lavage B1 : 30 m ³ . - Cuve de récupération eaux de lavage B2 : 40 m ³ . - Cuves sas sanitaires : 2 cuves de 2 m ³ .
Local à œuf	Emprise au sol d'environ 380 m ² .
5 silos de stockage d'aliments	- 1 silo d'aliment de 30 m ³ (pour B1). - 2 silos d'aliment de 34 m ³ (pour B2). - 2 438 m ³ cellules de stockages (FAF).
Fabrication d'aliment à la ferme (FAF)	1 092 m ² d'emprise au sol. Puissance globale de 84,4 kW. Stockage d'huile de 10 m ³ .
Panneaux photovoltaïques	Façade sud de la FAF (525 m ²)- Deux onduleurs pour 100 kW.
Cuve de stockage hydrocarbure	Cuve de 300 litres à double paroi.
Groupe électrogène	Groupe autonomie d'une puissance de 90 kW situé dans un local dédié.
Réserve incendie	Réserve de 120 m ³ d'eau.

Les installations mentionnées à l'article 2.2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 1-2-3 : CARACTÉRISATION ET VALORISATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents ou de déjections produites sur l'exploitation et d'en connaître la valeur fertilisante.

L'élevage accueille deux bandes de poules pondeuses de type plein air pour des durées de 13 à 14 mois. Dans les bâtiments P1 et P2 en mode « volières », les fientes fraîches sont récupérées sur des tapis, situés en dessous de chaque rangée de volières.

Les fientes du bâtiment P2 transitent par un tunnel de séchage puis sont stockées dans le hangar à fientes F 2.

La production annuelle d'effluents est s'élève à :

Effluents à gérer	Volume annuel	Quantité en unité d'azote / an
Fumier de volaille	894 tonnes	25 112 kg

Cette production totale d'effluents est traitée comme suit :

– Les fientes du bâtiment P1, à 65 % de matières sèches, d'un volume maximum de 365 tonnes, sont épandues sur les parcelles agricoles du plan d'épandage annexé au dossier de demande d'autorisation environnementale A.

Effluents à gérer	Quantité annuelle produite en éléments fertilisants		
	N en kg	P2O5 en kg	K2O en kg
Fientes de volaille à 65 % de matières sèches (365 tonnes)	6 771,6	5 973,6	5 745,6

Les effluents du bâtiment P2 sont commercialisés sous la norme NF U 42-001 pour un volume estimé à 529 tonnes.

Les eaux de lavage des bâtiments d'élevage sont collectées par deux cuves de 30 et 40 m³ puis dirigées vers une unité de méthanisation agréée au titre du règlement UE 1069/2009 du parlement et du conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits et produits dérivés non destinés à la consommation humaine.

Les eaux issues des sas sanitaires et du local à œufs sont collectées par deux cuves de 2 m³ et reprises par un vidangeur.

ARTICLE 1-3 : CONFORMITÉ AU DOSSIER D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant le 1^{er} juillet 2019 et complété le 05 août 2020. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.

ARTICLE 1-4 : DURÉE DE L'AUTORISATION ET CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans, ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure ou demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R. 181-48 du code de l'environnement.

ARTICLE 1-5 : DÉCLARATION DE MISE EN SERVICE

Dans les quinze jours qui suivent la mise en service des nouveaux bâtiments, l'exploitant adresse à la préfecture une déclaration précisant la date de mise en place des poulettes prêtes à pondre constituant la première bande du nouveau bâtiment.

ARTICLE 1-6 : MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1-6-1 : MODIFICATIONS DU CHAMP DE L'AUTORISATION

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance de la Préfète avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1-6-2 : MISE À JOUR DE L'ÉTUDE DE DANGERS ET DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués à la préfète qui pourra demander une analyse critique des éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dans le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1-6-3 : TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations sous le régime de l'autorisation visées nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

ARTICLE 1-6-4 : ÉQUIPEMENTS ET MATÉRIELS ABANDONNES

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir la mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1-6-5 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT

En application des articles L. 181-15 et R. 181-47 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent ce transfert.

ARTICLE 1-6-6 : CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement et pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage agricole.

En cas d'arrêt définitif de l'activité, l'exploitant est tenu de notifier à la préfète la date de cet arrêt au moins trois mois avant celui-ci. La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant est tenu de placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

ARTICLE 1-7 : DÉCLARATIONS D'INCIDENTS ET D'ACCIDENTS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences.

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis dans les quinze jours à l'inspection des installations classées.

TITRE 2 – COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 2-1 : PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

ARTICLE 2-1-1 : INSERTION PAYSAGÈRE

Concernant l'insertion paysagère, sont implantés :

- des haies basses en peigne à partir de l'arête du bâtiment en projet, à environ 20 m des trappes : 3 haies perpendiculaires à chaque long pan (120 m de haies au total) ;
- une haie d'essences locales en limite de parcours le long de la route départementale 41 ;
- quelques arbres de haute tige, d'essences mélangées en alignement dans la poursuite des haies précédemment évoquées.

ARTICLE 2-1-2 : MESURES CONTRE L'INCENDIE — INSTALLATIONS PHOTOVOLTAÏQUES

Outre les dispositions constructives réglementaires imposées par le code du travail, de l'urbanisme, du code de la construction et de l'habitation pour ses constructions, les prescriptions complémentaires suivantes sur l'installation de panneaux photovoltaïque s'appliquent.

L'EARL LUX FRÉDÉRIC prend toutes mesures pour éviter aux intervenants des services de secours tout risque de choc électrique au contact d'un conducteur actif de courant continu sous tension.

Cet objectif peut notamment être atteint par l'une des dispositions suivantes, par ordre de préférence décroissant :

- un système de coupure d'urgence de la liaison DC est mis en place, positionné au plus près de la chaîne photovoltaïque, piloté à distance depuis une commande regroupée avec le dispositif de mise hors-tension ;
- les câbles DC cheminent en extérieur (avec protection mécanique si accessible) et pénètrent directement dans chaque local technique onduleur du bâtiment ;
- les onduleurs sont positionnés à l'extérieur, sur le toit, au plus près des modules ;
- les câbles DC cheminent à l'intérieur du bâtiment jusqu'au local technique onduleur, et sont placés dans un cheminement technique protégé, situé hors des locaux à risques particuliers, et de degré coupe feu égal au degré de stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes ;
- les câbles DC cheminent uniquement dans le volume où se trouvent les onduleurs. Ce volume est situé à proximité immédiate des modules. Il n'est accessible ni au public, ni au personnel ou occupants non autorisés. Le plancher bas de ce volume est stable au feu du même degré de stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes.

Une coupure générale simultanée de l'ensemble des onduleurs est positionnée de façon visible à proximité du dispositif de mise en hors tension du bâtiment et identifié par la mention :

« Attention – présence de deux sources de tension :

1 – réseau de distribution

2 – Panneaux photovoltaïques »

en lettres noires sur fond jaune.

Un cheminement d'au moins 50 cm de large est laissé libre autour du ou des champs photovoltaïques installés en toiture. Celui-ci permet notamment d'accéder à toutes les installations techniques du toit (exutoires, climatisation, ventilation, visite...) ;

La capacité de la structure porteuse à supporter la charge rapportée par l'installation photovoltaïque est justifiée par la fourniture d'une attestation de contrôle technique relative à la solidité à froid par un organisme agréé ;

Lorsqu'il existe, le local onduleur a des parois de degré coupe feu égal au degré de stabilité du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes.

Le pictogramme dédié au risque photovoltaïque est apposé :

- à l'extérieur du bâtiment à l'accès des secours ;
- aux accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque ;
- sur les câbles DC tous les 5 mètres ;

L'EARL LUX Frédéric installe des coupe-circuits à sécurité positive au plus près des panneaux ou des membranes, pilotés à distance par une commande centralisée placée à proximité de l'accès des secours.

ARTICLE 2-1-3 : MESURES CONTRE L'INCENDIE — RÉSERVE INCENDIE

Il convient de disposer d'un débit d'eau total de 90 m³/h pendant 2 heures afin de garantir la défense contre l'incendie du bâtiment. La quantité d'eau nécessaire sur le réseau d'eau sous pression doit être distribuée par des hydrants normalisés de diamètre nominal de 100 mm assurant un débit minimum de 60 m³/heure pendant 2 heures, sous une pression dynamique supérieure ou égale à 1 bar, situés à moins de 150 m de chacune des entrées de l'établissement et distants entre eux de 150 m maximum.

Dans le cas où la totalité du débit requis pour assurer la défense contre l'incendie ne pourrait être obtenue à partir du réseau d'eau (public ou privé), il est admis que les besoins soient disponibles dans une ou plusieurs réserves d'eau propre au site, accessible en permanence et en toutes circonstances aux engins d'incendie des sapeurs-pompiers par une voie carrossable. Celles-ci doivent être équipées ou réalisées conformément au guide technique annexé au règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie pris par arrêté du préfet du Bas-Rhin en date du 15 février 2017.

ARTICLE 2-1-4 : GESTION DES LOTS DE FIENTES NON-CONFORMES A LA NORME NF U 42-001

L'exploitant s'assure de la réalisation de la conformité à la norme NF U 42-001 en tenant à la disposition de l'inspection des installations classées un bilan annuel des résultats obtenus en matière de conformité des lots. Ce bilan est basé sur les résultats des analyses prévues par la norme sur les paramètres déclarés sur l'étiquetage (N, P2O5 et K2O) sur des échantillons représentatifs du produit tel qu'il est mis sur le marché. Ils concernent également des analyses des éléments toxiques visés par la norme (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Se, Zn) et les critères microbiologiques applicables aux engrais contenant des sous-produits animaux (Salmonella et Enterobacteriaceae ou Escherichia coli).

Il transmet les deux premiers bilans à l'inspection des installations classées en l'informant du taux de conformité des lots produits.

L'exploitant conserve tous ces bilans sur une période de 5 ans.

En cas de non-conformité des fientes à la norme NF U 42-001, une information est transmise à l'inspection des installations classées avec tous les éléments d'appréciation (cause de non-conformité à la norme, quantité concernée et solution d'élimination proposée) pour autorisation de transfert vers une filière adaptée de traitement.

TITRE 3 – APPLICATION DE LA DIRECTIVE IED

ARTICLE 3-1-1 : DIRECTIVE IED ET MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES

Du fait du classement de son activité sous la rubrique 3660, la Directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles dite directive « IED » s'applique à l'exploitation d'élevage. À ce titre, l'EARL FRÉDÉRIC LUX met en œuvre les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) présentées

dans le document de référence BREF élevage de février 2017 (Élevage intensif de porcins et de volailles).

ARTICLE 3-1-2 : DÉCLARATION DES ÉMISSIONS POLLUANTES

L'exploitant déclare chaque année les déchets produits et traités par ses installations ainsi que les émissions polluantes de l'établissement dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

TITRE 4 – GESTION DOCUMENTAIRE

ARTICLE 4-1 : DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le plan d'épandage et le cahier d'épandage, tous les documents (y compris comptables) relatifs à la cession à des tiers des effluents, normalisés ou non ;
- les rapports des contrôles techniques de sécurité (rapport de contrôle des installations électriques, vérification des extincteurs, diagnostic amiante, etc.) ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, une version papier doit être à disposition de l'inspection des installations classées ;

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les pièces archivées doivent être conservées au minimum à 5 ans.

TITRE 5 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 5-1 : FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5-2 : ACTE ADMINISTRATIF ANTÉRIEUR

Le récépissé n° 2015/009 portant la déclaration au titre des installations classées pour la rubrique 2111 du 26 mai 2015 est abrogé.

ARTICLE 5-3 :

En vue de l'information des tiers :

- 1°) une copie de l'acte d'autorisation sera déposée en mairie de Schnersheim ;
- 2°) un extrait dudit arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision, ainsi que les prescriptions auxquelles l'exploitation est soumise, sera affiché dans la mairie pré-cité pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire concerné et transmis à la Préfecture du Bas-Rhin, le même extrait sera publié sur le site internet de la Préfecture du Bas-Rhin, pour une durée identique ;
- 3°) le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ;
- 4°) une copie dudit arrêté sera adressée à chaque conseil municipal consulté.

ARTICLE 5-4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L. 541-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1°- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2°- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont pas acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 5-5 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin, la directrice départementale de la protection des populations chargée de l'inspection des installations classées, l'Eàrl Frédéric LUX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux maires de :

- Schnersheim-Avenheim-Kleinfrankenheim ;
- Berstett ;
- Durningen ;
- Kienheim ;
- Dossenheim-Kochersberg ;
- Fessenheim-le-Bas ;
- Furdenheim ;
- Hurligheim ;
- Kuttolsheim ;
- Neugartheim-Ittlenheim ;
- Quatzenheim ;
- Stutzheim-Offenheim ;
- Truchtersheim ;
- Wiwersheim.

La préfète,
Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL

